

Grenoble, le 22 septembre 2023

## Samedi 23 septembre : Marchons pour nos libertés

Alors que le printemps dernier a vu un mouvement social historique se déployer dans le pays face à une réforme des retraites rejetée par plus de 90% des actifs, le passage en force ne suffit pas au gouvernement. Pour faire taire toute exigence sociale, le gouvernement choisit comme méthode la violence et la répression par les perquisitions, arrestations à domicile et convocations devant les tribunaux de dizaines de syndicalistes pour fait de mobilisations, alors que la grève est un droit constitutionnel.

Depuis le début de l'année 2023, les préfetures ont multiplié les interdictions de manifester, jusqu'à interdire le port de siffler ou de casseroles. Si ces arrêtés d'interdictions ont souvent été retoqués par la Justice, ils illustrent une dérive autoritariste inquiétante du pouvoir, tout comme la tentative de dissolution des "Soulèvements de la Terre", ou les menaces à l'égard de la Ligue des Droits de l'Homme.

Sans jamais être condamnées, les déclarations récurrentes des plus hauts responsables ou représentants de l'appareil sécuritaire de notre pays remettant en cause l'indépendance de la Justice sont également un symptôme de cette dérive, qui met en péril l'Etat de Droit dans notre pays.

La mort du jeune Nahel au début de l'été et la semaine de troubles qui s'en est suivi viennent sombrement remettre sur le devant de la scène la question des politiques de tranquillité publique, et l'échec des choix néo-libéraux mis en œuvre depuis une quinzaine d'années dans ce domaine. Le droit à la sécurité est lui aussi un droit constitutionnel, il y a urgence à changer d'orientation stratégique dans ce domaine : rétablissement d'une police de proximité, renforcement des moyens liés à la prévention, redéploiement des services publics... En quelques décennies, nous sommes passés du "gardien de la paix" aux "forces de l'ordre" : l'ordre affiché comme objectif au lieu de la paix.

Aussi, contre la répression et criminalisation des manifestant.es associatifs, syndicaux ou politiques, la stigmatisation de certains quartiers et de leur habitant.es, la discrimination à l'égard d'une partie de la jeunesse, les atteintes aux libertés publiques, les communistes de l'Isère seront présent.es à la marche du samedi 23 septembre.

Parce que notre pays a besoin d'une politique progressiste de tranquillité publique, parce qu'il y a urgence à agir contre la discrimination sociale et territoriale, le Parti Communiste de l'Isère organisera à l'automne un débat public autour de ces enjeux pour tracer des perspectives politiques en faveur d'un rétablissement de l'égalité républicaine.